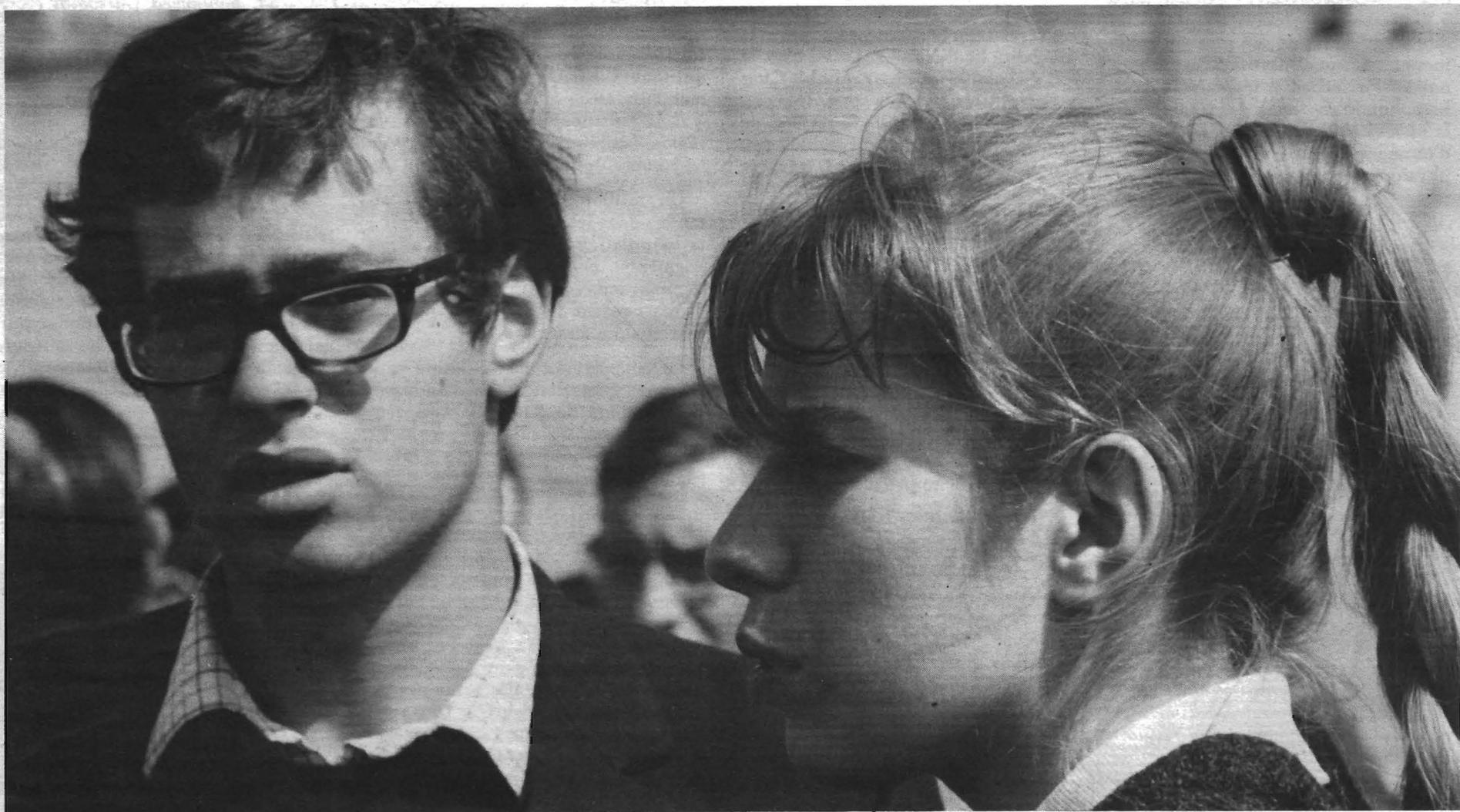


Tribune socialiste

N° 376 / 27 JUIN 1968 / PRIX 1 F



HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Collombert

LE COMBAT CONTINUE

Michel Rocard

Le gaullisme va tirer des urnes une majorité renforcée. Cela pourrait conduire les militants pessimistes à dire que le socialisme a perdu la bataille.

Pourtant n'est-il pas clair, malgré l'arrêt d'un mouvement populaire en plein essor et malgré la défaite électorale de la gauche, que les perspectives du socialisme sont sorties renforcées des événements de ces deux derniers mois ?

Nous avons pu espérer, devant la force tranquille du mouvement de

grèves et d'occupation d'usines, que le chef de l'Etat se démette acculé par la paralysie de l'appareil de production, et que soit ainsi mis en place un gouvernement de transition vers le socialisme. Cela eut été un prodigieux succès. L'orientation prise par le parti communiste ne l'a pas permis. Les forces socialistes étaient dès lors sans perspective, et la défaite électorale est venue sanctionner très logiquement le recul déjà consommé dans le pays.

Mais à la vérité, rien de tout cela ne saurait surprendre. Il n'y a pas

d'exemple que le socialisme conquière le pouvoir par hasard ou par un coup de chance. Dans un pays développé comme le nôtre, où les structures du pouvoir économique et politique sont complexes et différenciées, le contrôle effectif du pouvoir par une force d'orientation socialiste sera de toute façon long à établir. Cela, nous le savions et l'avions toujours dit.

La crise des sociétés capitalistes est visible partout : la violence se déchaîne aux Etats-Unis. La Grande-Bretagne ne sort pas de son ma-

rasme, la Belgique est ingouvernable, les structures politiques de l'Allemagne ne paraissent pas capables de la sortir d'un conservatisme de plus en plus mal supporté, l'Italie s'interroge sur les chances du centre-gauche et cherche difficilement une autre solution. Le système monétaire mondial présente des signes de faiblesse de plus en plus évidents. Partout la jeunesse étudiante conteste violemment la société moderne. Mais cette crise générale se développe lentement, elle est fort loin d'être à son

(suite page 3)

Le temps de la répression

Au lendemain de la « grande peur », le pouvoir gaulliste, dévoilant son vrai visage, est passé à la répression. Le véritable « enragé » c'est bien lui !

Il a dissous onze organisations révolutionnaires (J.C.R., P.C.M.L.F., U.J.C.M.L., Mouvement du 22 Mars, etc.). Il ne s'est pas contenté de dissoudre les organisations, il a arrêté des militants. Alors que les portes des prisons s'ouvraient pour rendre à l'air libre les généraux de l'O.A.S., elle se refermaient sur plusieurs animateurs des organisations révolutionnaires. Par ailleurs, le pouvoir gaulliste, sombrant dans la xénophobie la plus sombre, expulsait des dizaines d'étrangers accusés d'avoir participé physiquement aux événements de mai.

En agissant de la sorte, le pouvoir gaulliste a piétiné volontairement la « légalité républicaine » dont on ne cesse de vanter les mérites aux Français. Cette évidence ressortait clairement de la conférence de presse tenue la semaine dernière dans les locaux de « La Ligue des Droits de l'Homme », sous la présidence de Daniel Mayer, avec le concours de plusieurs avocats, démocrates et progressistes.

Pour sa part, M^e René-Georges Etienne, évoquant la fameuse loi du 10-1-36 concernant l'interdiction des groupes de combat et milices privées, a montré que le décret pris sur rapports du ministre de l'Intérieur et du Premier Ministre, ne s'appuyait sur aucun motif valable justifiant une telle mesure répressive. Par ailleurs, il a rappelé que le rapport du Premier Ministre au Président de la République n'avait pas été publié dans le « J.O. », contrairement au règlement établi. De ce fait, toute possibilité de porter le débat devant le Conseil d'Etat demeure interdite. En résumé, M^e Georges Etienne a condamné les mesures répressives qui constituent un attentat flagrant contre la loi sur la liberté d'association, droit qui figure dans la constitution de la V^e République.

De son côté, M^e Michel Blum a fait le point sur les arrestations. Il a montré comment l'article 30 du Code Pénal autorise la garde à vue durant deux jours puis, avec l'accord du Procureur Général près la Cour de Sécurité de l'Etat, à l'étendre jus-

qu'à huit jours. Durant cette garde à vue, les avocats n'ont aucune possibilité de prendre contact avec les personnes arrêtées. En outre, M^e Blum a dénoncé la façon dont les perquisitions ont eu lieu. Effectuées en dehors du contrôle requis, elles permettent aux policiers du régime de déposer dans les locaux les « preuves » à partir desquelles des inculpations seront justifiées par les autorités bourgeoises.

Enfin, M^{es} J.-J. de Felice, Henri Leclerc et Daniel Mayer devaient faire le point sur les expulsions, les manifestations de rue. Là encore, M. Capitant, qui se targue de se situer à l'intersection du gaullisme et du P.S.U. — le sinistre drôle ! — et ses services, n'hésitent pas à violer la « légalité bourgeoise ». La loi c'est la loi du plus fort, du capital ! Chez les gaullistes, on n'a pas de complexes. On blanchit le « service de l'ordre » coupable de brutalités fascistes. On frappe ceux qui refusent de porter de joug. Ne nous leurrions pas, la répression peut redoubler. Il nous faut serrer les rangs, dénoncer devant le peuple berné une fois de plus la répression odieuse du régime.

« De Gaulle, Franco, Salazar » : le slogan de mai devient réalité de plus en plus concrète.

C.A.L. : vers un congrès difficile

Les 15 et 16 juin, le Bureau exécutif des C.A.L. parisiens, avait convoqué, à la faculté des sciences de Paris, les assises préparatoires au Congrès national des C.A.L.

Dès le début des travaux un nombre important de délégués manifestèrent leur désaccord sur le texte d'orientation générale présenté. La représentativité des organisateurs fut également contestée. Face à de telles difficultés on décida un travail en commissions.

Le lendemain les participants se retrouvèrent en assemblée générale pour se prononcer sur deux motions : une présentée par les organisateurs, l'autre par les oppositionnels qui avaient travaillé sur un texte de la J.C., présenté au nom du Lycée Colbert. Et c'est celui-ci qui l'emporta avec trois voix d'écart. Un grand nombre de lycéens n'avaient pas pris part au vote, estimant qu'il n'était pas du ressort de cette assemblée de déterminer une ligne d'action politique. Ceux-ci décidèrent de travailler avec les battus par le vote.

Ce débat aura eu pour effet de dégager un début d'orientation politique, mais il est clair que de cette

première confrontation le mouvement lycéen sort divisé. Le prochain congrès devrait pouvoir permettre à l'U.N.C.A.L. (c'est le sigle choisi) de trouver son unité et sa face.

Le désert landais

Traverser les kilomètres de forêt enrichit l'âme des poètes, assouplit la résistance du touriste pressé de gagner le bord d'océan, mais dissimule aux regards le sous-développement de cette région du Sud-Ouest.

En 1962, au cours d'un colloque sur les problèmes de l'emploi, un militant C.F.T.C. (à l'époque) demandait au préfet d'Aquitaine : « si la vocation des jeunes dans la région landaise, est le ramassage de la pomme de pin ! »

Un million de touristes sont attendus dans les 15 ou 20 ans à venir ; la population des Landes n'a pas augmentée depuis l'ancien régime : 27 habitants au km². Certains endroits perdent 1 % de leur population chaque année.

La concurrence de la résine synthétique ayant fait tombé le nombre des résiniers de 20 à 4 000, il faut que l'agriculture subsiste sur 15 % des surfaces pour fixer une population indispensable à la forêt.

Les journées de grève ont touché le secteur public : fonctionnaires et enseignants. A Mont-de-Marsan, le défilé du 13 mai a réuni 7 000 personnes, chiffre record, point étonnant, puisque les salaires ne dépassent pas le S.M.I.G., c'est-à-dire 400 F par mois : 380 F pour les ouvriers d'une usine à bois (les semaines de 40 h ne sont pas assurées, le travail manque). Par contre, au magasin « Nouvelles Galeries » le S.M.I.G. pour 45 h plus une enveloppe de 50 à 100 F, à la tête de l'employée.

Pour la campagne électorale, les représentants de la majorité ont porté la bonne parole aux paysans : « les étudiants vont venir brûler vos récoltes. Il faut voter pour nous, on les empêchera ! »

La S.F.I.O. locale n'ayant point assuré la relève (comment le pouvait-elle !), la voix gaulliste risque de s'assurer une place importante, dans le ramassage de la pomme de pin.

Citroën : une victoire

La société Citroën garantit la liberté collective de constitution de syndicats ou de sections syndicales représen-

Tribune Socialiste
Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche
Directeur adjoint
Claude Glayman
Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Rédaction
81, rue Mademoiselle
Paris-15^e - Tél. : 306-22-60

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - S.U.F. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'administration
Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1968

tatives à l'échelon national. La protection des délégués syndicaux sera assurée dans les conditions analogues à celles des délégués du personnel. Les missions de l'organisation syndicale dans l'entreprise et des délégués syndicaux sont celles du syndicat dans l'organisation sociale. »

Ce petit passage est le point le plus important de tous ceux cités dans le procès-verbal des discussions entre les syndicats et la direction de Citroën. On sait dans quelles conditions étaient placés les travailleurs de cette entreprise et cela explique que depuis le début du conflit les grévistes ont placé les droits syndicaux en tête de leurs revendications.

Les travailleurs de Citroën pensent que maintenant ils auront la possibilité de s'exprimer comme dans toutes les autres entreprises. Mais si l'édifice Citroën a tremblé, il n'est pas encore abattu. On peut compter sur M. Bercot pour faire barrage à l'action des travailleurs. La lutte sera aussi difficile et dure qu'auparavant.

Il n'empêche que les droits syndicaux sont une grande victoire pour les travailleurs. Et ce n'est qu'un premier pas.

BULLETIN D'ADHESION AU P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE
DU P.S.U. :

81, RUE MADEMOISELLE,
PARIS-15^e

Chaque semaine lisez :

« Tribune Socialiste »

Le combat continue

(suite de la page 1)

terme. Pour que son issue permette dans tel ou tel pays, et notamment en France, la mise en place d'un pouvoir socialiste, diverses conditions sont à remplir. Ces conditions concernent les objectifs, la méthode de lutte et l'organisation.

Sur les objectifs, c'est-à-dire sur le type de société socialiste à créer, le mouvement de mai a permis que soient accomplis des progrès décisifs. A l'Université, dans les entreprises comme à l'O.R.T.F., la revendication commune fut celle de la dignité de chacun, assurée à la fois par une totale liberté d'expression, par une décentralisation complète du pouvoir, avec le plus souvent possible une gestion directe à la base, et par la reconnaissance complète du pouvoir des intéressés, étudiants et salariés, par le canal de leurs organisations représentatives. La vieille controverse portant sur le point de savoir si la construction du socialisme passe nécessairement par une phase autoritaire et centralisée, se trouve ainsi posée en termes neufs, à la lumière de l'expérience. Nous affirmons à partir de l'analyse théorique qu'une telle phase était nécessaire dans les pays pauvres, mais pas dans un pays comme le nôtre. Il vient de se confirmer en France que ce sentiment, sinon cette analyse, était spontanément partagé par les étudiants, les ouvriers, les techniciens, les cadres et parfois les paysans qui ont participé au mouvement. Sur ce point fondamental, le débat doit être poussé à son terme avec les communistes.

Toujours en ce qui concerne les objectifs, le mouvement de mai a montré que la revendication socialiste porte spontanément sur les formes précises du pouvoir et de la culture. Les occupations d'usines ont commencé dans des entreprises nationalisées, ce qui montre bien que les conditions de la vie quotidienne dans l'entreprise et les formes paternalistes de la gestion étaient directement en cause, au-delà de la pro-

priété privée ou publique des moyens de production. De même le refus d'une culture de classe s'est traduit par l'affirmation de la solidarité entre étudiants et ouvriers, par la mise en question de notre système d'information, et par la volonté de définir un enseignement critique qui permette à chacun de comprendre le monde dans lequel il vit. Loin d'être seulement une technique de développement économique, le socialisme s'affirme ainsi comme une société où chacun peut accéder à la culture et contribuer par l'intermédiaire de ses représentants ou directement à la détermination de ses conditions quotidiennes de vie et de travail.

Dans le domaine des méthodes de la lutte politique, l'expérience est aussi venue confirmer un certain nombre de nos réflexions. Le vote de la loi ne peut que concrétiser un rapport de forces déjà réalisé dans le pays, il ne peut le devancer. La lutte électorale et parlementaire est indispensable parce qu'elle est un moyen d'explication à l'opinion et parce qu'elle oblige à donner la forme la plus concrète aux objectifs du socialisme. Mais elle ne peut suffire à tout régler. La grève, l'occupation des locaux, la manifestation publique sont d'autres moyens d'action de la force socialiste. Un véritable parti socialiste doit savoir utiliser l'une et l'autre forme d'action, et les relier toutes deux à son combat fondamental, qui vise le pouvoir. A défaut de savoir donner toute sa dimension politique à la lutte populaire lorsqu'elle s'engage, un parti de gauche cesse tout bonnement d'être socialiste.

Enfin il n'y a de succès possible pour les forces socialistes que si elles s'appuient sur des organisations et des directions politiques et syndicales à la hauteur de leurs responsabilités. Ce qui a manqué au mouvement de mai n'est pas la puissance, mais l'organisation. La défaite temporaire peut donner à certains la tentation du repli, de l'isolement et du refus des organisations politiques

et syndicales. Ce serait une erreur grave. L'important est au contraire aujourd'hui de renforcer les organisations et de leur donner une direction politique correcte. L'immense discussion qui s'amorce aujourd'hui dans tout le pays, et notamment à la base de la C.G.T., peut favoriser beaucoup la prise de conscience collective sur ce point. Le renforcement très important du P.S.U., pour d'autres raisons, celui de la C.F.D.T., sont des signes favorables. La renaissance de la démocratie dans la C.G.T. ne l'est pas moins. Et la F.G.D.S. se trouve obligée de prendre des options politiques et sociales beaucoup plus claires ou de se briser, ce qui est également un facteur de clarté. Ce sont des acquis à préserver. Ils sont la condition des succès futurs.

Tous ces progrès des forces socialistes, en matière d'objectifs, de méthodes, et d'organisation, permettront demain le succès qui nous a échappé aujourd'hui.

Temporairement, la lutte a repris une dimension électorale. Ne nous trompons pas sur sa signification. C'est la France inquiète qui vient de voter. Elle était inquiète car elle ne sentait pas la solution socialiste prête. Cela nous confirme dans l'idée qu'un immense effort d'explication est nécessaire.

De cette opération électorale, le gaullisme sort renforcé sur sa droite ; avec des appuis patronaux aussi explicites il ne peut que se durcir.

La phase qui s'ouvre doit voir le développement des forces socialistes. Cela suppose que l'explication de ses objectifs ne s'arrête pas avec la campagne électorale. Cela suppose aussi que la tribune parlementaire serve, parmi d'autres moyens, à la définition des réformes précises et des transformations de structures qu'un pouvoir socialiste apporterait à la France.

Cela suppose enfin que le combat politique soit clair. Entre la lutte que nous conduisons contre le gaullisme et ses alliés centristes, et les divergences de tactique que nous

avons eues avec les directions politiques de la gauche, aucune confusion n'est possible. La priorité absolue doit être donnée à la lutte contre le système capitaliste et tous ceux qui le représentent. C'est pourquoi le P.S.U. soutient au deuxième tour chacun des candidats de gauche qui continuent cette lutte, même s'ils le font avec des méthodes que nous avons discutées. Le désistement de nos candidats est systématique et sans marchandage : c'est un problème de clarté politique. Il ne suppose ni l'ambiguïté, ni l'hésitation.

La lutte socialiste continue, ses orientations sont aujourd'hui plus claires. La condition de son succès est l'approfondissement de la solidarité qui lie tous les socialistes au combat, qu'ils soient étudiants, ouvriers, techniciens, cadres ou paysans. Cette solidarité ne s'accommoderait pas de la moindre défection au deuxième tour dimanche prochain. □

Rencontre P.S.U. - Délégation R.D.V.

Faisant suite à de précédentes rencontres avec le parti des Travailleurs de la République démocratique du Vietnam un entretien s'est déroulé le 21 juin 1968 entre une délégation du parti socialiste unifié, conduite par Michel Rocard, secrétaire national, et une délégation présidée par Xuan Thuy, ministre de la R.D.V.

L'entretien très fraternel a porté sur la situation actuelle au Vietnam, où le peuple vietnamien remporte sur les troupes américaines des victoires éclatantes, et sur l'état actuel des conversations de Paris entre la R.D.V. et les U.S.A.

A cette occasion, le P.S.U. a renouvelé son entière solidarité avec le combat du peuple du Nord et du Sud-Vietnam contre l'agression américaine et a pris l'engagement de lancer une grande campagne d'explication sur les raisons du blocage des négociations de Paris, lié au refus américain de discuter du véritable préalable : l'arrêt immédiat des bombardements sur le territoire de la R.D.V.

- **Au-delà de la campagne électorale le combat continue**
- **Il exige de chacun des efforts financiers à la mesure de ses espérances politiques**

SOUSCRIVEZ POUR AIDER LE P.S.U.

P.S.U. - 81, rue Mademoiselle, Paris-15° - C.C.P. Paris 14 020 44 - Chèque bancaire à l'ordre du P.S.U.

De Bidault aux urnes

● **Dimanche 9 juin** : recevant en fin d'après-midi les journalistes à l'hôtel Matignon, M. Pompidou déclare : « Il importe maintenant que tous les Français se remettent au travail pour rattraper le temps perdu du fait des grèves... » De retour en France, M. Bidault déclare : « Je ne serai pas candidat aux élections ». Mais il conseille aux électeurs de porter leurs voix sur les candidats Centristes et sur ceux de la Fédération.

● **Lundi 10 juin** : la campagne électorale en vue du scrutin du 23 juin est ouverte, à zéro heure : 2 298 candidats pour 470 sièges. La reprise du travail s'accroît en ce lundi matin. Les conflits restent au point mort dans la marine marchande, les ports et les docks et dans un certain nombre d'usines importantes de la métallurgie.

A Flins, un lycéen se « noie » au cours des ratissages effectués par les C.R.S.

A Montbéliard, deux manifestants sont tués (dont un par balle) par la police au cours d'affrontements entre les forces de l'ordre et les grévistes des usines Peugeot.

18 h 30, devant la Bourse du Travail, 3 000 instituteurs manifestent contre la reprise du travail.

De 22 h à l'aube, le quartier latin est le théâtre de violentes bagarres entre étudiants et policiers.

● **Mardi 11 juin** : manifestations paysannes dans le Sud de la France. La métallurgie et l'aéronautique restent les deux principaux foyers de résistance des grévistes, en particulier dans l'aéronautique, l'automobile et la région de Saint-Nazaire. L'accord conclu dans la marine marchande est soumis aux marins de commerce. Autres catégories toujours en grève : les stewards et les hôtes des lignes aériennes, les bateliers et les chauffeurs de taxi. Les C.R.S. évacuent l'usine Peugeot à Sochaux.

18 h, la manifestation prévue par l'U.N.E.F. à la gare de l'Est, ne peut se tenir en raison du dispositif policier. Des bagarres éclatent dans tout Paris, pendant une grande partie de la nuit.

Violentes bagarres à Toulouse, Saint-Nazaire.

● **Mercredi 12 juin** : en vertu de la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combats et milices privées, la dissolution de plusieurs groupements est prononcée par le gouvernement : ce sont la Jeunesse communiste révolutionnaire, l'Union des jeunes communistes marxiste-léninistes (pro-chinois), le Mouvement du 22 Mars, le groupe Révolte, la Voix Ouvrière, la Fédération des étudiants révolutionnaires et le Comité de liaison des étudiants révolutionnaires. Le groupement d'extrême-droite « Occident » n'est pas inquiété, La couleur est annoncée !

Pendant la durée de la période électorale, les manifestations sont in-

terdites sur l'ensemble du territoire.

Entre 15 et 16 h, arrêt de travail lancé par la C.G.T. et la C.F.D.T. pour exprimer leur « protestation indignée », réclamer partout le retrait des C.R.S. et l'ouverture ou la poursuite des négociations avec les grévistes.

● **Jeudi 13 juin** : les négociations se poursuivent chez Peugeot et Renault. Les pourparlers n'ont pas repris chez Berliet. Aucune conversation n'est engagée chez Citroën. Le travail reprend normalement dans la marine marchande. A Air France un accord est intervenu à propos des hôtes et des stewards. A la S.N.E.C.M.A., la tension persiste.

En province, malgré l'interdiction, manifestations à Toulouse, Bordeaux, Poitiers et Marseille.

● **Vendredi 14 juin** : l'Odéon est investi par la police. Le colonel Lacheroy rentré en France jeudi, est mis en liberté provisoire. La détente s'accroît dans la métallurgie, mais le travail n'a pas repris. Des discussions sont engagées chez Citroën. A Sud-Aviation, le travail a repris dans les deux dernières usines de la société en grève.

Devant le Comité confédéral national, M. Ségué déclare : « Nous regrettons sincèrement que les dirigeants de l'U.N.E.F. aient offert l'hospitalité et une tribune au sein de l'organisation syndicale des étudiants à tout ce que notre pays comptait de gauchistes, d'anarchistes, de trotskystes, de pro-chinois et autres fauteurs de troubles, qu'il était absolument indispensable de combattre. » M. Ségué attaque la C.F.D.T. : « qui a fait preuve d'une complaisance caractérisée avec les groupes gauchistes... »

● **Samedi 15 juin** : le général Salan et dix autres condamnés pour subversion sont graciés et libérés.

Les négociations engagées à la Régie Renault aboutissent à des propositions que les syndicats estiment insuffisantes, mais qui seront soumises lundi matin aux travailleurs. Les pourparlers se poursuivent chez Peugeot où une consultation du personnel pourrait avoir lieu lundi.

● **Dimanche 16 juin** : dans l'industrie, le retour à une activité normale et complète bute toujours sur de sérieuses résistances, surtout rencontrées dans les différentes branches de la métallurgie. La reprise encouragée par la C.G.T. pourrait entraîner la solution de quantité de conflits, notamment à la Régie Renault et dans les chantiers navals de Saint-Nazaire, la Seyne, le Trait et Bordeaux.

18 h 30, la Sorbonne est investie par la police. Brefs accrochages toute la soirée entre étudiants et policiers au quartier latin.

● **Lundi 17 juin** : à l'O.R.T.F., quelque 12 000 agents commencent leur cinquième semaine de grève, les divergences qui séparent la direction générale de l'Office et l'inter-syndicale demeurent considérables. A Billancourt, vers 9 h du matin, la consultation sur la reprise du travail commence. La C.F.D.T. et F.O.



Les obsèques de Gilles Tautin le 15 juin.

A.F.P.

se montrent très réservés sur un bon nombre de points. La C.G.T. quant à elle, est favorable à la reprise.

Les marchands de journaux parisiens font grève pendant 48 h.

● **Mardi 18 juin** : 3 h 30 du matin, le campus universitaire d'Orléans est attaqué par un commando de droite et d'extrême droite.

Plus de cent mille métallurgistes reprennent le travail, notamment chez Renault. Les effectifs des grévistes, ce mardi matin, ont diminué de plusieurs dizaines de milliers.

Dans la construction automobile, le personnel de la S.A.V.I.E.M., filiale de la Régie pour les poids lourds, a voté, à Limoges et à Suresnes, l'acceptation des offres patronales. Chez Berliet, à Lyon-Venissieux, un accord est conclu à 1 h 45 entre la direction et les syndicats C.F.D.T. et C.G.C.

En revanche, chez Peugeot et Citroën, les directions continuent de refuser toute concession supplémentaire. A l'O.R.T.F., le conflit est total.

● **Mercredi 19 juin** : chez Citroën, le conflit est porté devant une commission paritaire. A Sochaux, les usines Peugeot sont toujours fermées. A l'O.R.T.F., les négociations sont au point mort. Les marchands de journaux poursuivent la grève. A Brest, la grève est reconduite à la C.S.F. Pour protester contre la fermeture de la Sorbonne, des élèves du second cycle ont de nouveau déclenché un mouvement de grève des cours : au lycée Paul-Valéry, Châtenay-Malabry, lycée Henri-IV (les élèves occupent l'établissement la nuit), Honoré-de-Balzac, Rodin, le lycée Carnot est fermé.

En province, à Toulouse, les élèves du lycée Pierre-de-Fermat « consignent » le proviseur, protestant ainsi contre une décision du conseil de

classe, excluant de l'établissement trois élèves.

20 h 30, meeting organisé par le P.S.U. à la Mutualité devant une foule importante. Alain Krivine, membre du bureau national de la J.C.R. (mouvement interdit) prend la parole.

● **Jeudi 20 juin** : les ouvriers de Peugeot à Sochaux se prononcent pour la reprise du travail.

Après la reprise aux usines Berliet, il reste 10 000 grévistes dans la métallurgie du Rhône.

A l'usine de Flins, après un rebondissement de la grève mercredi après-midi, l'activité est redevenue normale jeudi matin.

● **Vendredi 21 juin** : à l'O.R.T.F. la grève reste totale, le personnel ayant refusé de suspendre le mouvement comme le suggéraient certains responsables syndicaux.

Les travailleurs des usines Citroën poursuivent la grève. Les négociations ont lieu sous l'égide de l'Inspection du travail.

Revenu clandestinement en France, le capitaine Sergent (chef de l'O.A.S., condamné à mort) donne une conférence de presse à l'hôtel Hilton à Paris : « Je veux rester un symbole d'intransigeance en invitant à voter aux élections "tout sauf gaulliste" et même en déposant au besoin des bulletins communistes au second tour ».

● **Samedi 22 juin** : aux usines Citroën en grève depuis le 20 mai, les négociations ont abouti à un « constat ». A l'O.R.T.F., à l'issue d'une journée de consultation des personnels, la grève se poursuit.

A Suresnes, la fin de la grève à la Saviem est décidée par 55 % des votants. A Brest, le travail reprend à la C.S.F., les pêcheurs de Concarneau poursuivent la grève.

Chronologie établie par
Alain ECHEGUT

LA PROGRESSION DU PSU

Nous ne prétendons pas ici donner une analyse exhaustive du scrutin du 23 juin.

Notons simplement que les résultats réalisés par notre Parti, ont été en définitive, non seulement mal commentés, mais surtout peu étudiés.

Le paradoxe veut que des observateurs malveillants, cherchent à voir des pertes, là où elles n'existent pas, en ignorant des faiblesses réelles et des progrès décisifs.

Pour notre part, telle n'est pas notre manière.

Il n'est pas question pour nous, en tant que parti politique de ne pas

nous interroger sur les différences des résultats, et sur l'écho que la politique de notre parti a pu recueillir. Il est encore moins question qu'un journal comme « Tribune » puisse taire tel ou tel aspect, favorable ou défavorable du scrutin.

Le Parti Socialiste Unifié a, il y a déjà quelques mois, donné publiquement le nombre de ses adhérents. Le fait qu'ils se soient multipliés depuis, ne l'amènera pas à changer d'habitudes.

Il en est de même pour l'analyse des élections récentes. En même temps que nous notons les progrès très heureux de notre implantation

et de nombre de résultats électoraux nous n'entendons pas nous taire sur d'autres résultats. Face à la percée que nous faisons dans l'Est ou dans la région parisienne comment ignorer la stagnation du Sud-Ouest où les difficultés d'une percée dans le Nord ? Nous reviendrons sur tous ces résultats.

Seuls les dogmatiques pour qui les chiffres électoraux sont la preuve d'une juste politique quand ils sont bons, et la preuve d'une pression de l'adversaire quand ils sont mauvais, peuvent s'étonner d'une pareille attitude.

Parlons clair. Depuis deux jours

faute de mesurer les raisons de leur propre recul, les commentateurs de « L'Humanité » s'acharnent à prouver un recul du P.S.U. contraire à toute évidence.

Apparemment cela fait partie d'une polémique entretenue par le P.C. en fonction d'une divergence, évidente celle-là sur notre appréciation des événements de mai.

Mais les faits — et les chiffres — sont têtus, camarades.

C'est bien à eux que pour notre part nous nous tenons. Que René Andrieu ou Laurent Salini le comprennent, et tout ira mieux.

En toute clarté.

Christian GUERCHE.

L'évolution des voix obtenues par les partis depuis 1967

23 JUIN 1968			5 MARS 1967		
Inscrits :	28 171 635		Inscrits :	28 300 936	
Abstentions :	5 631 892 (19,99 %)		Abstentions :	5 398 712 (19,07 %)	
Votants :	22 539 743 (80 %)		Votants :	22 902 224 (80,92 %)	
Blancs ou nuls :	401 086 (1,42 %)		Blancs ou nuls :	512 710 (1,81 %)	
Suf. expr. :	22 138 657 (78,58 %)	des inscrits	Suf. expr. :	22 389 514 (79,11 %)	des inscrits
PARTIS	VOIX	%	VOIX	%	PARTIS
Parti communiste	4 435 357	20,03	5 039 032	22,51	Parti communiste
P.S.U.	874 212	3,94	495 412	2,21	Extr. gauche (dont P.S.U.)
Fédération de la gauche	3 654 003	16,50	4 224 110	18,96	Fédération de la gauche
Divers gauche	163 679	0,73	319 651	1,42	Divers gauche
Centre Progrès et Démocratie Moderne (P.D.M.)	2 290 165	10,34	2 829 998	12,64	Centre démocrate
U.D.R.	9 663 605	43,65	8 448 982	37,73	V ^e République
Rép. ind. non U.D.R., et mod.	917 539	4,14	821 097	3,66	Divers modérés
Extrême droite	28 871	0,13	191 232	0,85	Extrême droite
Technique et Démocratie	77 378	0,34			
Mouvement pour la réforme	33 848	0,15			

Les gaullistes (U.D.R. + Républicains Indépendants) gagnent 1.311.065 voix et 6,40 %.

Les centristes perdent 539.833 voix et 2,30 %. L'extrême droite elle, passe de 191.232 voix (0,85 %) à 28.871 (0,13 %).

Ainsi se confirme la grande alliance qui du centre réactionnaire, à Salan, en passant par Pompidou, a tout fait pour renforcer le régime gaulliste.

Le Parti Communiste perd 603.675 voix et 2,48 %. Une étude attentive des circonscriptions, montre que ce recul est plus accusé dans les grandes circonscriptions urbaines et dans les banlieues ouvrières. Le recul est généralisé dans ces circonscriptions. Il n'épargne pas des personnalités aussi électoralement installés que Waldeck-Rochet, Robert Ballanger ou Etienne Fajon. Une partie, mais une partie seule-

ment de ces voix se sont portées sur le P.S.U.

La Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste perd 570.107 voix et 2,46 % des suffrages exprimés. Son recul est particulièrement sensible dans la région parisienne. Le courant qui portait les amis de François Mitterrand, en mars 1967, a très rapidement reflué. François Mitterrand lui-même, bien que mis en difficulté au premier tour, devrait l'emporter aisément au second. Ballottages difficiles pour la plupart des nouveaux élus de mars 1967, et notamment pour les membres de la Convention.

Le P.S.U. gagne 378.800 voix et 1,73 %. En 1967 il présentait 103 candidats, dont 32 ne se voyaient pas opposer un candidat F.G.D.S. En 1968, il a présenté ou soutenu 317 candidats. Nous analysons par ailleurs, les résultats d'un certain

nombre de régions. On peut faire cependant les remarques suivantes :

— le pourcentage qui nous est attribué (3,94 %), est calculé sur l'ensemble des suffrages exprimés dans tout le pays.

Si l'on rapporte le nombre de voix recueillies par le P.S.U. dans les circonscriptions où il était présent, au nombre des suffrages exprimés dans ces mêmes circonscriptions, soit 15.095.825 voix, on constate que son pourcentage moyen est de 5,66 %.

— Dans 93 circonscriptions le P.S.U. était présent aux deux scrutins. En 1967, il n'y a pas de candidats F.G.D.S. dans 32 circonscriptions. En 1968 dans 13, le P.S.U. totalise dans ces circonscriptions 431.015 voix en 1967, et 399.606 voix en 1968, soit une perte de 32.409 due à la présence de 19 candidats F.G.D.S. en plus contre lui. Cela veut donc dire qu'il a progres-

sé partout en voix propres et consolidé ses positions très largement.

— En effet dans 57 circonscriptions où la gauche présente trois candidats en 1967 et 1968 (P.C.F. - P.S.U. - F.G.D.S.), en mars 1967 le P.S.U. totalise 173.460 voix et en 1968 il gagne 8.119 voix totalisant 181.579 voix.

Bien entendu ces chiffres, recouvrent des mouvements différents. De manière générale, alors que dans les circonscriptions urbaines, et les banlieues ouvrières, le P.S.U. progresse fortement, il enregistre des pertes dans les circonscriptions rurales ou les petites villes.

Mais son implantation ne cesse de progresser dans l'ensemble du pays, et notamment partout où il s'était déjà manifesté électoralement (à quelques exceptions analysées par ailleurs), ainsi que dans nombre de circonscriptions où le P.S.U. se présentait pour la première fois.

Paris : Recul accusé de la gauche traditionnelle - Progrès du PSU

Inscrit : 1.442.072.

Votants : 1.107.875 (23,18 % d'abstentions).

Exprimés : 1.097.639.

	N. de voix 1 ^{er} tour 1968 avec %		N. de voix 1 ^{er} tour 1967 avec %	
P.C.	202.733	18,47 %	262.268	22,30 %
P.S.U.	81.409	7,42 %	55.323	4,70 %
FED.	84.507	7,70 %	133.564	11,36 %
U.D.R.				
et R.I.	480.978	43,82 %	505.260	42,98 %
C.P.D.M.	178.045	16,22 %	165.972	14,11 %
DIVERS	69.942	6,37 %	53.231	4,52 %

Le scrutin à Paris accuse les tendances générales ressenties dans le pays.

La droite se renforce en pourcentage sinon en voix. L'U.D.R., les centristes et les divers centre droite, renforcent leur position.

Le Parti Communiste perd 59.535 voix et 3,83 %. La Fédération accuse un recul tout aussi net : perte de 48.157 voix et de 3,66 %.

Le P.S.U. en gagnant 26.086 voix et 2,72 % marque une progression spectaculaire. Celle-ci due en partie au plus grand nombre de ses candidats (31 contre 17 en 1967). Mais en partie seulement. En effet dans les 13 circonscriptions où les conditions étaient identiques en 1968 et 1967 (candidats du P.C.F., de la F.G.D.S., et du P.S.U.) le P.S.U. totalise en 1968, 39.723 voix contre 35.439 voix en 1967, soit une progression de 4.284 voix.

En 1967 chaque fois que la F.G.D.S. et le P.S.U. se trouvent en présence, la F.G.D.S. bat le P.S.U. En 1968, sur 29 circonscriptions où les deux formations sont présentes, le P.S.U. bat la F.G.D.S. dans 13 circonscriptions.

En 1967, le P.S.U. représente 15 % des voix de la gauche. En 1968 son pourcentage passe à 22,15 %.

Il faut noter une progression de 2,17 % des abstentions, qui sont probablement des abstentions de gauche. Cela est particulièrement remarquable dans la troisième circonscription, celle du quartier latin où les abstentions ont atteint le chiffre record de 32 %.

Deux candidats du P.S.U. dépassent les 10 % des suffrages exprimés : Marc Heurgon (10,40 %) dans la 3^e et Claude Bourdet (10,87 %) dans la 14^e circonscription. □

Nos députés sortants

COTES-DU-NORD - 1^{er} circ. - Saint-Brieuc.

Suffrages exprimés : 67.073.

Charles, U.D.R. : 31.963.

Le Foll, P.S.U. : 20.236.

Quemper, P.C.F. : 10.027.

E. Boutbien, Objectif 72 : 3.714.

Larthier, F.G.D.S. : 1.133.

L'U.D.R. gagne 4.428 voix et 6,55 %. Le Foll candidat du P.S.U. gagne 2.071 voix et 3,03 %, malgré la nouvelle présence d'un candidat de la Fédération (1.133 voix et 1,69 %) et de Emile Boutbien, candidat de Objectif 72, qui s'appuyant sur l'ancienne Action Travailleuse, a obtenu 3.714 voix et 5,54 % des suffrages.

Le ballottage au deuxième tour, sera serré, mais sans doute favorable.

FINISTERE - 4^e circ. - Morlaix.

Suffrages exprimés : 46.834.

Lelong, U.D.R. : 21.200.

Prat, P.S.U. : 13.378.

Peuven, P.C.F. : 7.768.

Berest, Action Régionale : 4.493.

L'U.D.R. gagne 4.080 voix et 8,26 %. Prat candidat du P.S.U. gagne 820 voix et 1,76 %. Le P.C.F. perd 1.277 voix et 2,82 %. Lelong, candidat U.D.R., a fait au premier tour le plein des voix de la droite avouée. Tout comme en 1967, le ballottage pour Roger Prat est serré, mais il peut et doit le gagner si la gauche s'unit.

ISERE - 2^e circonscription - Grenoble-Sud.

Suffrages exprimés : 61.619.

J.-M. Jeanneney, U.D.R. : 22.707.

Pierre Mendès France, P.S.U. : 19.577.

Jean Grand, P.C.F. : 10.715.

Jean Vanier (Gaulliste dissident) : 6.549.

Boissenot (sans étiquette) : 2.071.

L'U.D.R. perd 1.401 voix, mais un candidat gaulliste Jean Vanier (candidat en 1967, enregistre 6.549 voix). Pierre Mendès France perd

1.941 voix, tandis que le P.C.F. en perd 2.398.

Le recul de la gauche est évident dans la circonscription, bien que Pierre Mendès France ait maintenu

l'essentiel de ses suffrages dans les quartiers ouvriers. Le deuxième tour se jouera à quelques centaines de voix, mais P. Mendès France devrait l'emporter. □

Région Parisienne : Seul le PSU progresse à gauche

Dans les cinq nouveaux départements de la région parisienne, le P.S.U. fait une entrée en force en présentant des candidats dans la totalité ou presque des circonscriptions.

Les résultats sont les suivants :

HAUTS-DE-SEINE : 13 circonscriptions.

1967 : 29.021 voix dans 6 circonscriptions. Dans 2 circonscriptions il n'y avait pas de candidats F.G.D.S.

1968 : 39.418 voix dans 13 circonscriptions. Un candidat F.G.D.S. est présent partout.

Le gain P.S.U. est de 10.397 voix.

VAL-DE-MARNE : 8 circonscriptions.

1967 : 12.222 voix dans 4 circonscriptions. En 1968, le P.S.U. est présent dans toutes les circonscriptions et totalise 30.830 voix. Ce résultat est d'autant plus spectaculaire que le P.C.F. perd dans les mêmes circonscriptions de l'ordre de 16.000 voix.

SEINE-SAINT-DENIS : 9 circonscriptions.

1967 : Le P.S.U. est dans 3 circonscriptions et totalise 5.950 voix. En 1968, dans les 9 circonscriptions, le P.S.U. recueille 26.635 voix.

A noter que dans les 3 circonscriptions où il était présent en 1967, il est passé de 5.950 voix, à 9.660 voix. Le progrès est donc très clairement établi.

YVELINES : 8 circonscriptions.

En 1967, le P.S.U. est présent dans 2 circonscriptions, sans candidat F.G.D.S. Il totalise 9.041 voix.

En 1968 le P.S.U., présent dans toutes les circonscriptions, voit ses voix monter. Elles atteignent 19.387 voix.

Dans la quatrième circonscription, M. Rocard, secrétaire national du parti, malgré la présence de la F.G.D.S. atteint 12,42 % des suffrages, et consolide sérieusement les positions du parti.

ESSONNE : 4 circonscriptions.

En 1967, le P.S.U. est présent dans une seule circonscription, la quatrième où son candidat recueillait 5.803 voix. Cette année les candidats du P.S.U., présents dans toutes les circonscriptions, totalisent 17.971 voix. Le P.S.U. apparaît désormais comme une des forces déterminantes du département.

VAL-D'OISE.

En 1967, un candidat P.S.U., sans candidat F.G.D.S. qui lui était opposé, recueillait 3.968 voix.

En 1968, présent dans les cinq circonscriptions le P.S.U. totalise 13.978 voix. Cette progression est d'autant plus remarquable qu'elle intéresse un département difficile.

Communiqué du Bureau National du PSU

Avec plus de force encore qu'on ne pouvait le craindre, le résultat du premier tour des élections confirme ce que le P.S.U. redoutait et avait annoncé. La gauche, toute la gauche est battue : elle l'était en fait depuis qu'elle avait accepté de se situer sur le terrain choisi et préparé par l'adversaire. A se draper de tricolore et à se peindre en parti de l'ordre établi, on se fait justement préférer de Gaulle. Les partis traditionnels récoltent aujourd'hui ce qu'ils ont semé quand ils ont pris la lourde responsabilité de ne pas appuyer et de ne pas guider l'immense mouvement des travailleurs qui tenait dans ses mains le sort du régime. On a laissé au gaullisme le temps de souffler, de mettre en place un système de répression pour frapper l'avant-garde du mouvement, de sceller dix ans après mai 1958 la nouvelle alliance avec l'extrême droite fasciste, de déclencher partout un réflexe de crainte et de rallier à lui tous ceux qui, pendant quelques jours, avaient tremblé pour leurs privilèges.

Le P.S.U. s'est battu seul, avec des moyens limités, pour dire la vérité à l'occasion de la campagne électorale. Dans les grandes villes et notamment dans la région parisienne, la progression de ses suffrages montre qu'il a été entendu. Ailleurs, il a été généralement

submergé par une propagande puissante et par un mode de scrutin fait pour les notables. Les jeunes sans la révolte desquels il n'y aurait pas eu d'élections, n'ont pas eu le droit de s'exprimer.

En ce qui concerne le second tour, le P.S.U. rappelle les consignes qu'il avait déjà données clairement. Parce qu'il n'y a aucune faiblesse possible devant les forces réactionnaires qui se regroupent derrière les diverses fractions gaullistes ou centristes, il convient de bloquer toutes les voix qui se sont portées vers le P.S.U. au premier tour sur le candidat de gauche arrivé en tête. Il n'est besoin d'aucun marchandage pour cela. Il n'est pensable d'accepter aucune défection.

Mais par delà les résultats de dimanche prochain, il convient de s'attacher aux véritables problèmes posés par la crise de mai. Ce n'est pas au Parlement, mais dans les universités, les entreprises et les campagnes que se situent, au cours des prochains mois, les nouveaux affrontements. Aux milliers d'étudiants et de travailleurs qui l'ont rejoint depuis deux mois ou qui regardent vers lui, le PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ demande de ne pas lâcher pied et de définir avec lui les nouvelles formes d'un combat qui ne fait que commencer.

24 juin - 0 h

□ RÉGION NORD

Un effort à amplifier

Courageusement les deux fédérations du Nord et du Pas-de-Calais, ont présenté un nombre considérable de candidats : 19 dans le Nord, et 6 dans le Pas-de-Calais. En voix, le score du P.S.U. est de 35.640 voix, pour ces candidats, contre 3.165 pour deux candidats en 1967.

Les pourcentages obtenus montrent cependant (entre 2 et 5 %) que la percée est difficile. La région Nord présente il est vrai, des problèmes

particuliers. D'une part des forces traditionnelles (P.C. et S.F.I.O.) très implantées. D'autre part une situation économique telle, que la crainte des licenciements, et de toute secousse en général, a incontestablement joué.

La poussée U.D.R. et la résistance relative du P.C.F. sont par ailleurs l'une des caractéristiques du scrutin dans la région. Cette situation n'est paradoxale qu'en apparence.

□ LOIRE-ATLANTIQUE

Le courant est passé

Le cas de la Loire-Atlantique est significatif du courant qui a traversé le pays pendant ces mois de mai et juin.

On sait qu'à des titres divers, Nantes et St-Nazaire ont été exemplaires pendant les événements. Le reflet — atténué — de cette situation s'est retrouvé au niveau du scrutin.

En 1967 le P.S.U. était présent dans deux circonscriptions :

NANTES-Nord :
Maurice Milpied 2.687 voix, 4,2 %.

SAINT-NAZAIRE :
Jean Aubry, 2.458 voix, 4,5 %.

En 1968, les résultats sont les suivants :

NANTES-Nord :
Maurice Milpied, 3.898 voix, 6,10 %.

NANTES-Est :
J. Sallois, 3.227 voix, 8,5 %.

REZE :
S. Mallet, 2.922 voix, 6,12 %.

ANCENIS :
J. Dupuy, 1.936 voix, 3,5 %.

CHATEAUBRIANT :
Dubosq, 4.563 voix, 11,5 %.
(Soutien P.S.U.)

SAINT-NAZAIRE :
J. AUBRY, 5.119 voix, 9,3 %.

GUERANDE :
P. Yvin, 1.004 voix, 2,6 %.

PAIMBŒUF :
Bonnet, 1.787 voix, 3,7 %.

Ainsi donc le total des voix dans le département passe de 5.145 voix à 24.456, le pourcentage moyen étant par circonscription de 6,43 %.

□ MEURTHE-ET-MOSELLE

Où comment s'implanter

Le P.S.U. n'était présent en 1967 que dans une seule circonscription où son candidat, en l'absence de F.G.D.S. obtenait 8.965 voix.

En 1968, il est présent dans 5 circonscriptions sur 7. Si dans la 5^e — celle de Toul — il fait une percée difficile avec 1.064 voix et 3,4 % des suffrages, toutes les autres circonscriptions montrent à quel point l'audience du P.S.U. s'accroît :

1^{re} NANCY-Nord, 6.921 voix, 13,6 %.

3^e NANCY-Est et Sud, 5.045 voix, 11,6 %.

6^e BRIEY, 3.617 voix, 9,50 %.

7^e LONGWY, 3.381 voix, 9,10 %.

Le total des voix dans le département atteint 20.028 voix. La moyenne des circonscriptions étant de 9,4 % des voix.

□ DE BONS RÉSULTATS

A travers le pays, un certain nombre de candidats du P.S.U. ont atteint et dépassé les 10 % des suffrages exprimés, et généralement le seuil du couperet des 10 % des inscrits. C'est donc bien un acte politique que nous accomplissons, en nous désistant partout où nous ne

sommes pas en tête de la gauche, en faveur du candidat de gauche le mieux placé.

Voici la liste de ces candidats :

CHARENTE-MARITIME :
5^e Michel Boucher, 11.964, 23,37 %.
en 1967, 9.625 et 19,62 %.

COTES-DU-NORD :
1^{re} Yves Le Foll, 20.236, 30,17 %.
en 1967, 18.165, 27,14 %.

COTES-DU-NORD :
3^e Guy Caro, 11.135, 23,54 %.
en 1967, 3.995, 8,4 %.

COTES-DU-NORD :
5^e J.-B. Henry, 6.567, 11,90 %.
en 1967, 8.643, 15,46 %.

EURE :
3^e J. Ruault, 6.338, 14,40 %.
en 1967, 7.110, 16,7 %.

FINISTERE :
1^{re} A. Le Delosquer, 6.942, 13,27 %.
en 1967, 4.199, 8,1 %.

FINISTERE :
4^e Roger Prat, 13.378, 28,56 %.
en 1967, 12.558, 26,8 %.

HAUTE-GARONNE :
6^e A. Auban, 4.674, 11,45 %.

GERS :
2^e A. Baurens, 4.712, 11,34 %.
en 1967, 4.567, 10,7 %.

ISERE :
1^{re} M. Hollard, 5.479, 12,26 %.

ISERE :
2^e P. Mendès France, 19.577, 31,77 %.
en 1967, 21.519, 33,9 %.

LOIRE :
3^e M. Pierre, 6.475, 13,27 %.
en 1967, 3.699, 7,58 %.

LOIRE :
4^e Medard, 4.043, 10,01 %.
en 1967, 2.015, 4,84 %.

LOIRE-ATLANTIQUE :
5^e Dubosq, 4.563, 11,6 %.

MEURTHE-ET-MOSELLE :
1^{re} Troghe, 6.921, 13,6 %.
en 1967, 8.965, 17,3 %.

MEURTHE-ET-MOSELLE :
3^e Wayssade, 5.045, 11,6 %.

MOSELLE :
3^e Madelaine, 10.247, 20,23 %.

SAVOIE :
3^e M. Pensin, 6.109, 13,6 %.
en 1967, 5.451, 12,03 %.

SEINE-MARITIME :
5^e Roussel, 6.219, 12,1 %.
en 1967, 4.687, 9,14 %.

VENDEE :
1^{re} Morineau, 6.002, 12,1 %.

VOSGES :
2^e P. Noel, 11.453, 28,5 %.
en 1967, 11.234, 27,9 %.

PARIS :
3^e Marc Heurgon, 3.864, 10,40 %.
en 1967, 6.673, 16,91 %.

PARIS :
14^e Claude Bourdet, 4.021, 10,87 %.
en 1967, 6.751, 17,31 %.

YVELINES :
4^e Michel Rocard, 4.371, 12,43 %.
en 1967, 5.626, 16,4 %.

VAL-DE-MARNE :
5^e Genty, 6.674, 10,79 %.

Communiqué du Bureau National du PSU

Au premier tour des élections législatives, près de 900 000 voix se sont portées sur les candidats du P.S.U. parce qu'ils représentaient une force socialiste jeune, capable de donner toute sa dimension politique à la lutte engagée au mois de mai 1968.

Ils ont vu dans notre parti l'instrument d'un renouvellement de la gauche et par conséquent la chance de sa victoire.

Le gaullisme en effet ne pourra être vaincu que si la solution de remplacement que lui propose la gauche apparaît clairement aux yeux de l'opinion. C'est un régime socialiste de liberté politique complète auquel il faut aujourd'hui travailler tant par la voie électorale qu'avec l'appui des mouvements de masse. En votant P.S.U., ces électeurs ont montré qu'ils comprenaient ainsi la tâche d'un véritable parti socialiste. Cette tâche exige tout à la fois la transformation de la gauche et l'élimination du gaullisme.

Conscient de ses responsabilités, le P.S.U. considère que l'affaiblissement du gaullisme et de ses alliés centristes est l'objectif prioritaire pour le deuxième tour. Il ne peut y avoir sur ce point ni hésitation ni ambiguïté : la gauche socialiste ne pourra vaincre que dans la clarté.

Les candidats du P.S.U. que le suffrage universel n'a pas placés en tête de la gauche se désisteront donc au deuxième tour sans négociation ni marchandage en faveur du candidat de gauche le mieux placé pour battre le gaulliste ou le centriste.

Le P.S.U. appelle ses électeurs à voter pour le candidat unique de la gauche au second tour, et à s'abstenir dans les cas où seuls seraient présents un gaulliste et un centriste.

24 juin - 22 h

□ Et si c'était la proportionnelle

Le nombre de suffrages exprimés en France est de 22.138.657 voix. Si l'on appliquait la proportionnelle intégrale, le quotient national serait de : 48.592 voix, ce chiffre étant obtenu par la division des suffrages exprimés par le nombre de députés, soit 470.

Comme le P.S.U. a obtenu plus de 870.000 voix, il aurait eu à la proportionnelle intégrale 18 sièges. Le P.C.F. en obtenant 91, et la Fédération 75.

L'U.D.R. de son côté aurait remporté 198 sièges.

□ Les votes des jeunes

Les jeunes on le sait ont été un élément essentiel du mouvement de mai et juin.

Et pourtant, le gouvernement a refusé à la fois la réouverture des listes électorales et surtout le vote des jeunes à 18 ans.

C'est la raison pour laquelle un certain nombre de Maisons de Jeunes, ou d'organisations syndicales, ont organisé des élections tests, dont les résultats globaux, seront rendus publics après le 2^e tour. Quelques préfets et l'ineffable M. Louvel, maire de Caen ont cru devoir interdire ces élections tests. Ils ont raison. Ils savent que les jeunes risquent peu de les suivre.

Quelques exemples ont cependant été connus :

— A Neuilly-sur-Seine dans les classes terminales des lycées Pasteur et St-James sur 656 suffrages exprimés, M. Peretti (U.D.R.) a obtenu 208 voix, M. Ravigny (P.S.U.) 158 voix, M. Parmentier (C.P.D.M.) 122 voix, puis viennent la F.G.D.S. (42 voix), le P.C.F. (45 voix), le Mouvement pour la Réforme (31 voix), T.D. (28 voix).

— A Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) les résultats donnent sur 310 suffrages exprimés : P.S.U. (71 voix), U.D.R. (62), P.D.M. (57), T.D. (35), F.G.D.S. (34), R.J. (30), P.C.F. (21).

— A Chaville sur 149 suffrages exprimés, l'U.D.R. obtient 34 % ; le P.S.U., 29,2 % ; le P.C.F. 13,6 % ; puis le M.R. 9,6 % ; T.D. 5,5 % et la F.G.D.S. 3,4 %.

□ Transports

Le droit de circuler

Alain Echegut

La France étant entrée dans l'ère de l'automobile de masse, les Français sont entrés dans celle de l'automobilisme, c'est-à-dire d'un comportement psychologique nouveau, original par divers côtés, spécifique et sur lequel les spécialistes ne font que commencer à se pencher.

L'automobile a-t-elle révolutionné les mœurs au point de faire de l'homme son esclave, passionné certes, mais s'accommodant parfaitement aux mille péripéties d'une circulation ô combien ! indigeste.

Nous l'avons d'ailleurs constaté à l'occasion de la grève des transports en commun et des jours de mai où la pénurie d'essence s'est fait sentir le plus cruellement.

Circuler, mais stationner ! Ou bien serions-nous condamnés à tourner en rond ? L'interdiction est loi, le reste étant domaine de l'ingéniosité et du disque « tourne tout seul »...

Le problème de la circulation à Paris et dans les grandes villes a sensibilisé l'opinion, et les Pouvoirs publics.

Historique de la circulation

En 1900, l'auto est encore une rareté, un objet de consommation de grand prix : 2.319 privilégiés l'utilisent. Quand ils ne sortent pas avec leur automobile, ils prennent

l'un des 15.652 fiacres, moins prestigieux mais plus sûrs, ou l'un des tout nouveaux 128 taxis, tandis que le gros des usagers s'accommodent des omnibus à chevaux (766) ou des tramways qu'ils soient encore à chevaux (336) ou mieux encore électriques (765). Mais un très grand nombre de Parisiens est fidèle à la bicyclette qui, avec ses 215.959 supporters, est le moyen de déplacement individuel le plus commode.

Il ne faut pas croire que l'on circule si bien dans le Paris de la belle époque, tout au contraire on se plaint à juste titre de la circulation. Nous savons aujourd'hui pourquoi. La première raison c'est qu'il n'y a pas encore le métro dont les travaux vont commencer cette année même, la circulation se déroule en surface. Ensuite, il est très difficile de faire se mouvoir régulièrement un parc aussi hétéroclite. D'autre part en matière de réglementation et de priorités, on est encore au balbutiement : il n'existe pas de signaux lumineux.

Ce qui frappe le plus en comparant cette époque et la nôtre, c'est l'éventail de possibilités pour aborder les problèmes, que possédaient les responsables de 1900. Ayant opté entre les « transports privés » ou les « transports publics », ils prirent une décision considérable : la construction du métropolitain.

Malheureusement, ils ont perdu de vue la nécessité de s'orienter simultanément vers d'autres options

tout aussi importantes quant à la circulation en surface. Le résultat est qu'en 60 ans, la voirie parisienne ne s'est guère allongée de plus de 1/10. De même personne ne paraît avoir pensé qu'il fallait mener de pair la construction des garages et celles des autos.

Et aujourd'hui ?

En 1968, 1.920.000 voitures circulent dans Paris et les 3 premiers départements de la Couronne (160 fois plus qu'en 1900). On estime à 240.000 les places de garage, auxquelles il faut bien ajouter les 230.000 environ sur les chaussées. Au total ce sont les 470.000 places qui s'offrent aux 900.000 voitures immatriculées dans Paris, soit environ une place pour 2 voitures.

Mais si l'on circule, il faut se demander à quel prix. En matière de circulation, c'est le temps perdu.

Entre 1955-1964 le parc automobile parisien a augmenté de 138 %, soit un rythme d'accroissement de près de 14 % par an. Dans le même temps, la vitesse moyenne de la circulation a baissé de 20 %, avec des chutes de 40 % sur des voies particulièrement fréquentées telles que le boulevard de Sébastopol. Dans le périmètre central de Paris que délimitent la Bastille à l'est, la Concorde à l'ouest, Clichy et Barbès au nord, la vitesse moyenne horaire (entre 7 h du matin et 22 h) est de 15 km et, certains trajets connaissent des vitesses sensiblement inférieures (8,8 km rue Saint-Denis).

Les grands perdants de ce freinage généralisé sont les transports en commun. De 1952 à 1964 la vitesse commerciale moyenne des autobus dans Paris est passée de 15,2 km à 10,5 km, soit une chute de 50 % en 12 ans. L'une des conséquences fâcheuses mais inévitables de cette régression du réseau autobus, c'est que sa clientèle l'abandonne : en 1962 la R.A.T.P. transportait dans Paris 468 millions de voyageurs par an — en 1965, 300 millions — en 1967, 245 millions. Cette clientèle perdue va en grande partie à la voiture particulière.

Le stationnement payant

Pour les Pouvoirs Publics « Deux facteurs contribuent à ce ralentissement catastrophique de la circulation parisienne : la considérable augmentation du parc automobile et l'insuffisance du nombre des places de garages et de parkings. La résultante de ces deux données, c'est le stationnement abusif sur la chaussée. L'exemple de la zone bleue est frappant. Voilà une zone de grande activité commerciale où il est important que le stationnement soit de courte durée, offrant 39.700 places aux automobilistes pour une heure. En 1966, il a fallu mettre 1.940.000 contraventions pour stationnement abusif. Les parcs déjà construits, selon le programme approuvé par la

Ville de Paris représente 8.950 places réparties entre 8 parcs. Ceux approuvés ou en cours de réalisation ajouteront 16.500 places. Il y a en outre le programme tout à fait essentiel des parkings de dissuasion ou d'incitation qui devraient retenir aux portes de Paris une grande partie des 800.000 véhicules qui entrent chaque jour dans la capitale. Mais dans ce domaine les réalisations se chiffrent à quelques centaines.

Puisque la circulation générale est grandement ralentie par les stationnements abusifs, il faut agir sur le stationnement. « Je pense que l'on pourrait procéder ainsi : dans un premier temps, je serais d'avis d'instituer une taxe mensuelle qui serait acquittée par tout automobiliste ayant adopté la rue comme garage permanent de nuit. Ceci aurait l'avantage de procurer à la ville de Paris des ressources non négligeables, avec lesquelles elle pourrait encourager la création de garages et de parkings. Quant au stationnement de jour, je suis partisan, vous le savez, d'introduire le stationnement payant partout où des voitures sont admises à stationner temporairement et régulièrement sur la chaussée. »

Stationnement sélectif

M. d'Ornhelm, Président de la Chambre Syndicale des Constructeurs d'automobiles réplique à l'argumentation des Pouvoirs Publics en citant l'exemple de 200 villes américaines, et l'exemple anglais, qui n'ont pas hésité à abandonner le stationnement payant, en mesurant l'importance de ses inconvénients : « Rendement financier décevant, emplacements disponibles moins bien utilisés, mais surtout cela porte préjudice au commerce local, en écartant une partie des clients des quartiers commerçants. En Angleterre, la vitesse moyenne aux heures cruciales n'a augmenté que de moins 1 km/h de 1960 à 1962, restant inchangée depuis lors. Le nombre des passagers des autobus du centre de Londres a continué de décroître depuis 1960, presque aussi rapidement qu'au cours des 5 années ayant précédé l'institution du stationnement payant. Ne vous faites pas d'illusion, si l'on crée le stationnement payant en France, bon nombre de personnes, n'auront plus les moyens de stationner dans Paris. Il y aura une sélection par l'argent au lieu de faire une sélection en fonction des besoins véritables » (1).

Les parkings en très petit nombre sont trop chers. Le problème est posé, difficile à résoudre, mettant en cause une certaine dépendance, mais ramenant l'automobiliste à sa véritable dimension : être humain ! □

(1) Le stationnement payant est instauré en Angleterre depuis 1960. Voir à ce sujet la brochure de la Chambre Syndicale des Constructeurs d'Automobiles, 2, rue de Presbourg, Paris 8^e. N° 63, avril 1968.



O.R.T.F.

L'entr'acte

Serge Dumont

Il semble que certains membres de l'intersyndicale, sentant la probabilité d'une capitulation veuillent se poser en hommes de compromis afin de récolter tous les fruits d'une bataille qu'ils n'ont jamais menée sincèrement. Action, du 14 juin faisait état de ses doutes. Certains se sont révélés fondés. Dimanche soir, après la clôture du scrutin, on apprenait que l'intersyndicale de l'O.R.T.F. « constatant les manœuvres dilatoires de toutes sortes, du ministre de l'Information et de la Direction générale, destinées à faire durer le conflit, et considérant comme prioritaire le maintien de l'unité de l'ensemble du personnel et de sa capacité de lutte décide une nouvelle organisation de son action ». C'était l'annonce d'une reprise prochaine du travail... mais, pas pour tous les personnels... Les journalistes ayant fait savoir qu'ils ne reprendraient pas le travail tant que des garanties précises sur l'exercice correct de leur métier ne leur seraient pas assurées.

Si un rapport d'une Commission sénatoriale dénonçant les mêmes abus que le personnel et débouchant sur des réformes comparables à celles qu'il souhaitait, avait apporté un appui officiel à la lutte des travailleurs de l'O.R.T.F. des pressions gouvernementales et particulières inadmissibles n'ont pu être évitées ; à commencer par la province où des personnels en nombre très limité se sont parfois trouvés très isolés du mouvement et ont eu à affronter les gendarmes, le préfet, le maire, etc., des intermédiaires complaisants. Par ailleurs il faut bien regretter le conservatisme de certains syndicalistes qui ne cherchaient pas à poursuivre une grève « moderne » et ont ainsi fait, en coulisses, le jeu du pouvoir.

A tout cela, il faut ajouter la démission de la presse qui, dans la plupart des cas, a, une fois de plus, préféré se livrer à des « racolages » démagogiques (les téléspectateurs ont assez de ce programme minimum ? Va-t-on reculer l'échéance de la taxe ?) ou participer à l'« intox » (un hebdomadaire spécialisé n'a pas hésité à laisser circuler toute la semaine du 16 au 23 un numéro dont le titre qui s'étalait sur toute la couverture était : « T.V. : ça repart »).

Les meetings-galas de province et de Paris organisés par l'O.R.T.F., les

réunions publiques tenues par les partis (et principalement par les candidats P.S.U.) pour expliquer à l'opinion publique les raisons profondes de la grève à l'O.R.T.F. ont montré le grand intérêt qu'elle portait à ces problèmes mais également la carence d'information, surtout en province. La « conspiration du silence » des stations périphériques et la démission de la presse écrite en sont responsables.

« L'O.R.T.F., c'est un peu le cerveau du pouvoir, disait Jean-Marie Drot, producteur à l'O.R.T.F., lors

d'une réunion publique. Céder sur cette maison, c'est, pour lui, céder sur l'essentiel. Il mise sur le pourrissement de notre mouvement. » Il n'a pas encore cédé et l'apparente confiance dont il va se prévaloir à l'issue des élections ne va certainement pas assouplir sa position. Celle des gens courageux de la « maison ronde » — et ils ont montré, pendant quatre semaines, qu'ils représentaient un « groupuscule » important — ne s'assouplira pas davantage.

Ce n'est qu'un entr'acte, là aussi, le combat va continuer. □

Equipements

Un pour cent pour la culture

Tout effort d'ordre culturel ne pourra plus que nous apparaître vain, aussi longtemps qu'il ne se proposera pas expressément d'être une entreprise de politisation : c'est-à-dire d'inventer sans relâche, des occasions de se politiser, de se choisir librement, par delà le sentiment d'impuissance et d'absurdité que ne cesse de susciter en lui un système social où les hommes ne sont pratiquement jamais en mesure d'inventer ensemble leur propre responsabilité. »

Cette déclaration a été faite par une trentaine de directeurs de théâtres populaires et de Maisons de la culture, à l'issue d'une réunion qu'ils ont tenue sous la présidence de Roger Planchon, au théâtre de la Cité de Villeurbanne, du 21 au 27 mai.

Dans cette plate-forme, où ils déclaraient que leur mission était désormais d'atteindre la masse du « non-public » jusqu'ici négligée, les directeurs de théâtres populaires et de Maisons de la culture, contestaient la « conception des Maisons de la culture » et leurs statuts ; réclamaient une définition claire et cohérente des établissements, une augmentation des crédits (et leur répartition plus équitable entre Paris et la province, favorisant la décentralisation) ; revendiquaient leur représentation dans les débats portant sur la réforme de l'enseignement, l'aménagement du territoire ; réclamaient l'élargissement de la compétence du Conseil économique et social au domaine culturel, l'instauration de liens nouveaux avec la presse écrite nationale et régionale et surtout avec l'O.R.T.F. et une réforme radicale des enseignements artistiques...

Les délégués des directeurs des théâtres populaires et des Maisons

de la culture sont allés les 13 et 14 juin à Paris, chercher la réponse du ministère des Affaires Culturelles. Ils reçoivent une approbation de principe sur deux points :

1° Un nouveau type d'établissement sera mis à l'étude où les trois fonctions de création artistique, de formation professionnelle et d'action culturelle devraient y être étroitement liées.

En attendant, une « réforme des statuts des établissements actuels devra être provoquée dans les meilleurs délais ».

2° Une Commission consultative sera créée auprès du ministre composée de représentants artistiques du ministre et de délégués du Comité permanent des directeurs des théâtres populaires et des Maisons de la culture. Elle sera consultée sur tous les problèmes artistiques, pédagogiques et culturels qui les concernent directement, sur leurs incidences juridiques et financières et leurs rapports avec un certain nombre d'activités nationales (université, plan, O.R.T.F., organisations de jeunesse).

Beaucoup de questions sont évidemment restées dans l'ombre. Les délégués en ont rappelé quelques-unes : la disparité injustifiée entre le traitement des établissements parisiens et ceux de la banlieue et de la province ; le « réexamen dans ses fins et ses moyens de la part du budget des Affaires Culturelles dans le budget de l'Etat », qui devrait représenter au moins 1 %. □

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Prima della rivoluzione

● MAI 68 : A ceux de nos lecteurs qui nous ont écrit, nous indiquons que le disque *Mai 68* dont « T.S. » a fait mention dans le précédent numéro, est en vente aux *Studios Acousti*, 54, rue de Seine, Paris (6^e).

Livres

Les femmes au travail

Jackie Nachtigal

Fait curieux, les historiens du travail n'ont eu connaissance que d'une condition ouvrière, recouvrant quasi totalement les relations des hommes à leur vie professionnelle. Cette belle unicité apparaît être, à l'exposé des faits que nous communique Evelyne Sullerot dans son nouveau livre, la négation d'une réalité peut-être gênante.

Les femmes n'ont jamais eu les mêmes relations que les hommes au monde du travail, écrit l'auteur, l'écart en est même partout et toujours considérable ; et cette affirmation initiale perd, en cours de lecture, son caractère spéculatif pour glisser vers l'évidence : « les tâches accomplies par les femmes ont toujours été à contretemps de ce que

les époques ont tour à tour valorisé ».

Notre histoire se découpe en deux périodes s'articulant à la Renaissance. Avant, le travail manuel est objet de mépris, juste digne des esclaves, serfs, artisans, commerçants. Les femmes sont alors les premières conviées à participer au labeur collectif. Elles forment des corporations féminines. La discrimination existe mais elle est moins éclatante.

L'évolution

A la Renaissance, on assiste à une valorisation du travail sous tous ses aspects. Il devient généralement de la plus value. Bien entendu, les femmes sont petit à petit exclues des professions les mieux rémunérées et n'ont

bientôt d'autre choix qu'entre le foyer et l'emploi de domestique.

Les syndicats ouvriers sont violemment hostiles au travail des femmes en usine, les accusant de leur voler des emplois et de rendre leurs luttes difficiles en acceptant de bas salaires, hostiles aussi au syndicalisme féminin ; ils s'ouvrent ensuite aux ouvrières et, prenant conscience de leur commune oppression, joignent parfois leurs combats.

Pourquoi une si sombre histoire ? E. Sullerot avance trois déterminants principaux :

1) La peur de l'indifférenciation associée à l'idée de chaos, peur qui trouve sa parade dans la mise en place d'un ordre social indiscutable, c'est-à-dire dans l'attribution de rôles sociaux selon des critères stricts tirant leurs origines d'une nature réelle ou imaginée. Le sexe des individus est le critère premier, universel dans le temps et l'espace (aux U.S.A., actuellement, les femmes blanches qui travaillent professionnellement gagnent en moyenne moins que les hommes noirs).

2) Il y a association des termes femmes - dedans - dessous, et hommes - dehors - dessus. Celles-là n'ont d'occupation honnête qu'au dedans. Sinon, elles deviennent femmes des rues.

3) Et la prostitution recueille celles qui n'ont ni pères, ni maris susceptibles de les entretenir ou se charger des communications avec l'extérieur. Ces filles, potentiellement « perdues », pourquoi les rémunérer décentement, pensent les bourgeois vertueux du XIX^e et du XX^e siècle.

La promotion

L'auteur aborde ensuite l'analyse sociologique du travail féminin dans les pays industrialisés. Elle relève la disparité des situations et les impute aux options idéologiques (pays de l'Est), à la fréquence et l'étendue des périodes de plein emploi, c'est-à-dire des périodes de guerre et de reconstruction, toujours favorables à la promotion des femmes, au processus d'industrialisations nationales, aux traditions. La promotion des femmes est partout générale bien qu'inégale et très insuffisante dans les pays capitalistes.

Cependant, un danger de régression subsiste en ce phénomène nouveau qu'est la société de consommation et le modèle qu'elle propose, qu'elle impose à l'esprit des gens. Les femmes sont alors vivement sollicitées à se transformer en ménagères consommatrices, utilisatrices dociles de produits préparés, productrices de plus en plus marginales dans leurs foyers et travailleuses à mi-temps, à l'occasion. Cette civilisation fleurit aux U.S.A. ; le pouvoir de décision n'existe pas pour les femmes hors de leurs maisons ; le matriarcat américain n'est qu'un mythe.

Pour des raisons moins bien approfondies par l'auteur, après une ascension particulièrement rapide et

brillante, les Soviétiques semblent avoir atteint un palier et ont quelques difficultés à accéder aux postes de direction les plus élevés. Peut-être faut-il chercher l'origine de ce frein dans la permanence d'une structure familiale encore hiérarchisée, encore archaïque, où la femme et l'homme n'ont ni le même rôle, ni les mêmes tâches, où les tâches domestiques sont encore pénibles.

L'auteur développe ensuite plusieurs thèmes plus précis : les caractéristiques des métiers masculins et des métiers féminins, à propos desquels toutes les sottises ont été dites, le travail des femmes selon leur âge, leur niveau d'instruction, les salaires, la formation professionnelle, les opinions sur le travail des femmes, et une réflexion sur l'importance du facteur « temps » dans la vie des femmes.

Un point discutable cependant concerne l'apport de la psychanalyse à l'émancipation des femmes. Apport négatif selon l'auteur. Il est vrai que les découvertes de Freud ont été vidées d'un contenu trop dangereux, par de sournois zéloteurs qui en ont fait un outil de conditionnement des individus à des fins que nous rejetons. Qu'ils soient publicistes, informateurs, psychanalystes à l'américaine, ils transforment en fléau social une extension du champ de la connaissance. (Le fait n'est pas nouveau et les responsabilités sont situées comme il se doit : Einstein pour les bombes, Flemming pour la « menace » du tiers monde, Marx pour le stalinisme, Nietzsche pour Hitler, et l'organisation sociale, les hommes qui détiennent le pouvoir politique et économique n'y sont, bien entendu, pour rien.) Il est vrai que la psychanalyse n'est pas qu'une thérapie individuelle ou sociale, c'est aussi l'exploration du même champ épistémologique que celui des sciences humaines, mais selon des modalités spécifiques. C'est aussi un instrument indispensable pour qui veut savoir comment les individus intériorisent les schémas sociaux, avant même d'en prendre conscience, notamment le contenu culturel de la différenciation sexuelle et le modèle hiérarchique familial, comment ces schémas sont inscrits dans le langage et s'incorporent aux mécanismes psychiques au cours de leur élaboration.

Hors cette réserve, l'ouvrage d'E. Sullerot est fort bien documenté, clair, précis, vivant, d'une lecture fluide malgré la présence de nombreux chiffres. Les idées personnelles ont le mérite d'être énoncées comme telles et ne consistent jamais en des postulats douteux dissimulés sous de fausses évidences.

Voilà donc une étude nouvelle, ouverture première sur un vaste thème : les relations des femmes à la production et au travail professionnel. □

« Histoire et sociologie du travail féminin », par Evelyne Sullerot, édit. Conthier (diff. Denoël), F. 21,70 - 395 pages.

**collection
idées**

tribunal russell
le jugement de stockholm

tribunal russell 2
le jugement final

tribunal russell

(tome I) le jugement de stockholm
(tome II) le jugement final

La guerre que les Américains font au Vietnam, est-ce un crime ? Quels sont les faits ? Au nom de quoi les juger ? Qui les jugera ? Le Tribunal Russell s'est constitué pour répondre à ces questions. Les faits ? Nous avons fait venir des témoins du Nord et du Sud ; au Nord et au Sud nous avons envoyé de nombreuses commissions d'enquête, constituées surtout d'experts (médecins, savants, juristes etc.). Les lois qui permettent de juger ? Nous n'en avons pas voulu d'autres que celles qui sont admises aujourd'hui dans le droit international à titre conventionnel et coutumier. Les juges ? Ce sera vous, par exemple. Car nous n'avons été qu'un jury : c'est à vous, qui nous lisez, d'étudier les témoignages et les rapports et, finalement, de porter sentence.

JEAN-PAUL SARTRE

nrf **GALLIMARD**



Le révolté est changé en militant.

Cinéma

La Chine est proche

Jean-Paul Fargier

En ces temps d'électorisme déçu et de désenchantement pitoyable pour certains esprits qui viennent juste de se réveiller de leur rêve social-dém., le seul film recommandable est cette attaque furieuse de Bellochio contre le parlementarisme et la démocratie bourgeoise. « La Chine est proche » relève de l'humour et de l'intelligence qui animent les meilleurs dessins de Siné ou de Wolinski et les affiches de l'atelier populaire des ex-Beaux Arts : charge lucide, impertinence pertinente, blasphème libérateur,

grotesque cruel. « La Chine est proche » c'est « L'automne à Pékin » à la sauce italienne. Boris Vian ressuscité. Une vingtaine de scènes arrangées comme en un bouquet (celui qui achève un feu d'artifice) explosent comme les fleurs du mal d'une civilisation décadente ; et à chaque pétard c'est une contradiction de la bourgeoisie qui est désintégrée.

Une fois de plus l'auteur des « Poings dans les poches » s'acharne sur la bourgeoisie italienne, mais les éclaboussures atteignent aussi les autres bourgeoisies occidentales. Quand des valeurs ont dépassé les limites de leurs droits pour devenir écrasantes, le blasphème est un acte salutaire. C'est le cas de tous les tabous que dynamite Bellochio : la famille étouffoir, le catholicisme institutionnel figé dans un ritualisme superstitieux et une morale réactionnaire, le puritanisme paravent pour le lucre et le stupre, l'argent, la politique des notables cuisiniers. C'est surtout ce dernier cancer qui retient son attention.

L'histoire de ce milliardaire gras-souillet qui se présente aux élections sous l'étiquette P.S.U. (rien à voir avec notre camarade italien, le P.S.-I.U.P., ni avec notre parti) et qui reste prisonnier de son milieu, démontre parfaitement la nature stérile

et sclérosée d'une certaine forme de démocratie. « La Gauche, ce cadavre à la renverse où les vers se sont mis... cette charogne » que Sartre stigmatisait en 1960 dans la préface à « Aden-Arabie », apparaît ici dans toute sa hideur. Le socialisme est miné par la social-démocratie et les vices du parlementarisme. Un seul exemple. Gordini pour convaincre ses tantes de voter pour lui ne cesse de répéter : « c'est moi qui siègerai, pas le parti, pas les idées, moi ». Tout le scandale de la politique des notables dans une seule phrase.

La solution à ces maux, certains l'ont déjà trouvée non dans le gauchisme mais dans une lutte authentiquement révolutionnaire. Notre héros a un jeune frère qui milite chez les M.L. (marxistes-léninistes, pro-chinois). Mais pour les jeunes aussi il est dur de ne pas se laisser enfermer dans des contradictions bourgeoises : le garde rouge est un enfant de chœur pensionnaire chez les

Jésuites et qui remplace ses tabous par d'autres plus ridicules — il se justifie par exemple de faire l'amour avec une nymphe prolétarienne, en lui disant qu'ainsi ils contribuent à l'élévation de la classe ouvrière —. La bourgeoisie finit toujours par récupérer ses enfants terribles, par assimiler les révoltés, semble conclure le film. Ce qui est d'ailleurs dans la ligne de plusieurs films italiens sortis cette année.

« Jusqu'à ces derniers temps, les enfants prodiges disaient merde à leur père, et passaient à la gauche, avec armes et bagages ; le révolté, c'était classique, se changeait en militant. Mais si les pères sont à gauche ? » « La Chine est proche » et le mouvement de Mai répondent à cette question de Sartre.

Voir surtout l'avant-dernière scène. Les chiens de garde devenus soudain enragés se lancent à l'assaut du matou juché sur les épaules du social-démocrate. □

A écouter

● CARLOS SEIXAS. SONATES POUR CLAVECIN. La collection « Musique portugaise » a sorti de l'ombre une série de musiciens régulièrement dédaignés par les Histoires de la Musique. Carlos Seixas est sans doute le plus intéressant d'entre eux comme en témoignent ses œuvres pour orchestre, orgue ou clavecin. Les 14 sonates proposées par l'excellente Huguette Dreyfus justifient pleinement l'admiration que Scarlatti portait au compositeur portugais. Une séduisante découverte. (Philips 1 × 30 cm.)

● MOZART. REQUIEM. On n'en finirait pas d'épiloguer sur ce mystérieux Requiem, œuvre ultime et inachevée où Mozart agonisant traduit alternativement son angoisse et sa sérénité. Parmi les toutes récentes versions, l'interprétation de Colin Davis se recommande par sa vigueur dramatique, par la qualité des solistes et d'une toute nouvelle chorale égalant les meilleures d'Outre-Rhin. Un beau Requiem, avec parfois des accents bouleversants. (Philips 1 × 30 cm.)

● MAHLER KINDERTOTENLIEDER. Les chants pour les Enfants morts représentent la tentative la plus émouvante et la plus réussie de lieder avec orchestre. Si Mahler composa plusieurs cycles célèbres comme les Chants de la Terre, aucun n'atteint cette douloureuse intensité. Avec les Lieder eines fahrenden Gesellen (les Chants du Voyageur) écrits 20 ans plus tôt, ils confirment une maîtrise exceptionnelle dans la fusion du lyrisme vocal et orchestral. Il était difficile de s'imposer après Fischer-Diskau et Kathleen Ferrier ; une jeune

chanteuse à la belle voix grave Janet Baker atteste la vitalité de la nouvelle vague britannique du chant. (Voix de son Maître 1 × 30 cm.)

● SCHUBERTADE. Il y a chez Schubert, quelles que soient ses sources d'inspiration, une grâce permanente que peu d'interprètes savent capter et transmettre. Un tel disque nous met d'emblée au cœur de l'homme avec une suite de danses pour piano, des lieder parmi les plus célèbres et une œuvre rare : « Le pâtre sur un rocher » pour voix de femme, clarinette et piano. Les trois interprètes, dont Elly Ameling et Jorg Demus, jouent Schubert comme on respire. (Harmonia Mundi 1 × 30 cm.)

● BACH. SONATES POUR VIOLE DE GAMBE. C'est dans les années 1717-1723 que Bach composa à Cöthen la majeure partie de sa musique instrumentale. Il écrivit alors pour deux instruments rivaux, dont l'un n'allait pas tarder à supplanter l'autre : les 3 sonates pour viole de gambe et les 6 suites pour violoncelle. La sonorité fine et voilée de la viole s'accommodait mal de l'agrandissement des salles de concert. En outre l'instabilité tonale de l'instrument nécessitait des prodiges de virtuosité dont peu de musiciens sont capables aujourd'hui. Jean Lamy a depuis longtemps apprivoisé la viole de gambe : par sa fermeté et sa musicalité, il donne une exceptionnelle version des sonates dont la troisième est un des sommets de la musique de chambre de Bach. (Valois, 1 × 30 cm.)

BULLETIN D'ADHESION AU P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U. :

81, RUE MADEMOISELLE,
PARIS-15^e

A lire

● « Le Crime absolu » par Roger Mauvell et Heinrich Fraenkel. Edit. Stock, 25,75 F, 313 p. Après « Ceux qui voulaient tuer Hitler », « Herman Göring », Mauvell et Fraenkel tentent d'élucider la signification profonde du crime du génocide que le III^e Reich perfectionna, mécanisa et commercialisa.

● « XV Coqs en colère » par Denis Lalanne et Henri Garcia. Editions de la Table Ronde, 238 pages. Faisant suite au célèbre « Grand Combat du XV de France » à la « Mêlée fantastique » et à « La Peau des Springboks », cet ouvrage retrace et éclaire l'histoire de l'équipe de France de rugby des saisons 1965, 66, 67, la fin de Crauste et des Boniface à l'avènement des Cambérabéro.

Contestation

L'université élabore sa transformation

Pierre Naville

Pompidou se plaint de ce que les étudiants et les professeurs refusent le « dialogue » avec lui, son ministre de l'Éducation nationale, et son recteur de l'Université de Paris. Il répète que toutes les réformes en cours n'ont aucune valeur légale, et que rien ne sera acquis avant que le gouvernement ait donné son assentiment et qu'une commission d'études nommée par lui ait examiné les « propositions » des étudiants et des professeurs.

Il s'imagine que les matraquages, les arrestations, l'occupation policière des locaux, les votes gaullistes pour l'Assemblée nationale, suffiront à tout faire rentrer dans « l'ordre ». Cela ne l'empêche pas de jeter de la poudre aux yeux, de pourfendre le « conservatisme » des enseignants, de parler de « refondre l'Université de fond en comble ». Cette démagogie cache bien mal la volonté du pouvoir de continuer à faire de l'Université et des grandes écoles le réservoir des cadres capitalistes, de la culture bourgeoise, de la sélection sociale et le lieu d'apprentissage de l'obéissance passive.

La volonté de la base

Mais pour le moment, le gouvernement se heurte toujours à une volonté de la plupart des professeurs et des étudiants de passer outre, sans souci de ses menaces. Partout s'installent, avec ou sans approbation ministérielle, des formes nouvelles d'enseignement et de recherche, des procédures de contrôle inédites, une active contestation des objectifs du pouvoir bourgeois dans l'enseignement. Toutes les tentatives gouvernementales et opportunistes de séparer les « étudiants sérieux » des « troubles révolutionnaires » échouent devant une volonté de renouveau qui ne faiblit pas.

D'abord, les étudiants et les lycéens ont conquis de haute lutte la liberté politique. Sous couleur de « neutralité scolaire » et universitaire, ou « d'objectivité scientifique », des recteurs interdisaient en fait toute activité politique dans les Facultés et les Ecoles. Seules étaient autorisées les expressions syndicales. Désormais, des débats et des activités politiques auront droit de cité partout. Les étudiants et les enseignants trouveront eux-mêmes, en

commun, les moyens de rendre cette activité féconde. Ce « droit » sera toujours remis en cause par les autorités. Aussi les organisations politiques doivent-elles veiller à le faire respecter, par l'action et de toutes les manières possibles.

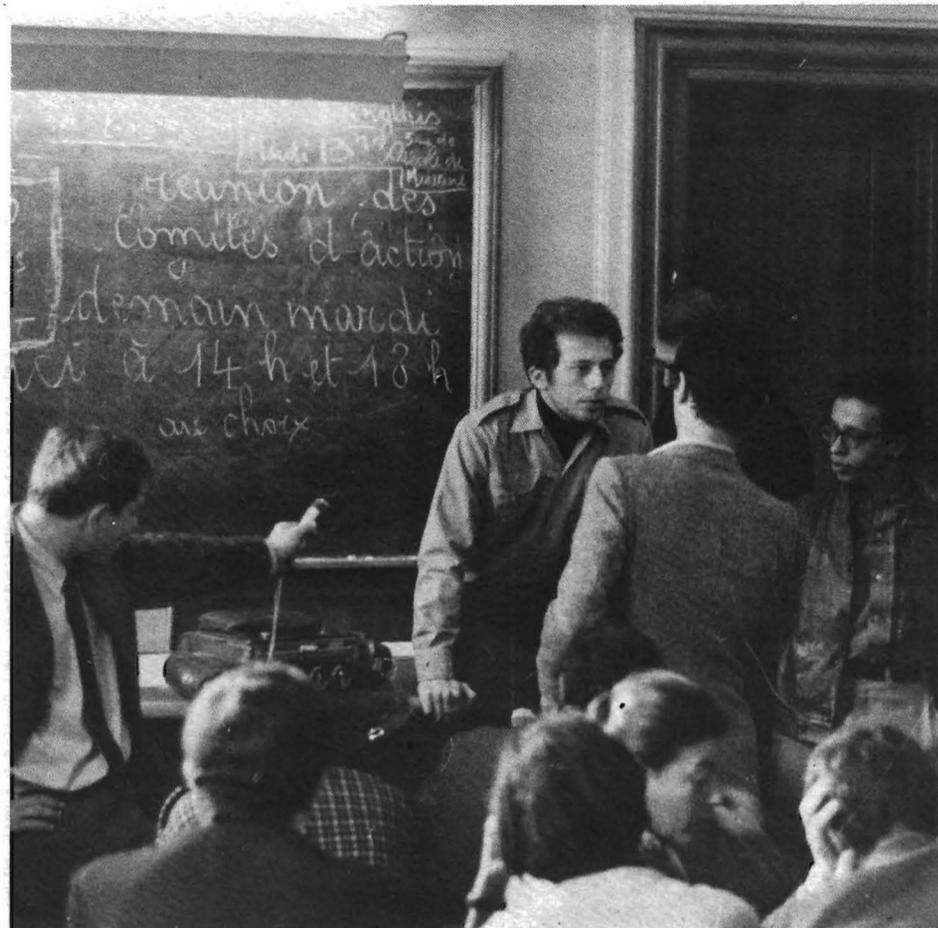
C'est que la liberté d'expression politique est inséparable de la fonction critique à l'intérieur des Facultés et Ecoles, et à l'extérieur grâce à la liaison nécessaire entre les travailleurs et les étudiants. Les mandarins veulent perpétuer leur domination en faisant croire que les universités n'existent que pour gaver les étudiants (choisis essentiellement dans la bourgeoisie petite et grande) de connaissances et de diplômes qui leur assureront une supériorité permanente sur la « masse » qu'ils méprisent. Malgré leur système raffiné et subtil de répression intellectuelle, ils se heurtent maintenant à une exigence de contestation permanente. Il faut que les « universités critiques », les assemblées de discussion, les cours et débats parallèles, vivent intensément, et qu'ils soient ouverts aussi bien aux étudiants qu'aux travailleurs. Pourquoi peut-on assister librement à des cours au Collège de France, et non à des assemblées critiques partout ?

Un des acquis les plus importants des luttes de mai-juin, c'est l'association des travailleurs et des lycéens et étudiants dans la critique du système d'enseignement et des connaissances, c'est l'éclatement du ghetto intellectuel, la rupture avec la fonction d'endoctrinement passif et de sélection bourgeoise et bureaucratique dans laquelle on enferme l'éducation nationale.

Les étudiants et professeurs qui ont reconquis leur liberté morale et politique ne la laisseront plus perdre, quelles que soient les prétentions du pouvoir en place et la répression policière.

L'examen ne passera pas

Un des premiers succès de cette liberté, c'est d'avoir remis en cause le rôle des examens. Pompidou, Peyrefitte, Ortoli et les recteurs, ont tout fait depuis deux mois pour assurer des « examens normaux ». Ils n'y ont pas réussi. Ils ont dû accepter que nombre d'entre eux soient



A.F.P

reportés à plus tard après transformation, et que ceux qui ont lieu subissent de profondes modifications.

La bataille des examens a été à demi-gagnée, et ce succès est d'importance. La bourgeoisie considère l'examen comme une sanction, un jugement par un tribunal, un brevet de promotion, un moyen de sélection sociale, et non comme un simple constat de connaissance et la vérification de possibilités offertes à chacun. L'examen, spécialement en France, est répressif, administratif, terroriste. Il sert à décider une fois pour toutes qui appartient aux « couches supérieures » et qui n'y appartient pas.

Il confère des privilèges et des garanties. Voyez les confréries de diplômés, les castes « d'agrégés », de « docteurs » (!), « d'anciens élèves » de l'E.N.A., de Polytechnique ou d'ailleurs ! On s'étonne ensuite que quantités de diplômés, une fois sortis des Facultés ou Ecoles, se retrouvent ensuite devant des problèmes réels de la vie sociale sans y rien comprendre.

La bataille des « examens » est une bataille de longue haleine. Le demi-bloquage des sessions actuelles ne répond pas à la question. Ce qui est nécessaire, c'est que certaines procédures suivies actuellement (consultation des notes et livrets, suppression d'écrits, possibilité de reprises, confrontations collectives) soient généralisées et qu'on en tire des leçons pour l'avenir. L'examen conçu comme un jugement est une des façons de s'assurer la docilité, beaucoup plus qu'une appréciation de l'effort fourni au cours d'une pé-

riode de temps. Il faudra que les élèves et étudiants y apportent leur contribution tout autant que les professeurs.

Quant aux problèmes de l'autonomie des Universités, il est loin d'être résolu. Sous prétexte que les enseignants sont payés par l'Etat, c'est-à-dire par l'impôt que paie la population active, le ministère de l'Éducation nationale dirige tous les degrés d'enseignement comme une armée. L'autonomie signifie que les Facultés, ainsi d'ailleurs que les établissements scolaires, doivent elles-mêmes élaborer leurs budgets en fonction de leurs besoins, que le recrutement des professeurs et des étudiants doit avoir lieu selon des propositions débattues sur place par enseignants, étudiants et corporations diverses, que le contrôle financier doit s'exercer *a posteriori*, que les règles de fonctionnement doivent être établies par l'Université elle-même, et non par des bureaux irresponsables du ministère.

Tout cela est impossible sans que s'instaure la participation directe des étudiants à tous les organismes de fonctionnement et de direction des universités. C'est de ce côté que les résistances continuent à être les plus fortes. Une partie importante des professeurs, qui n'ont rien appris en mai et en juin, sont prêts à reprendre sans partage leurs « droits ». Il est certain que dès à présent une lutte est engagée sur ce terrain, qui doit se poursuivre au cours de l'été, et qui promet une « rentrée » agitée. Mais sans elle, rien de ce qui a été acquis dans les faits ne serait durable. □